

ALERTE OTAN !

Belgique- Belgie
P.P.
1050 Bruxelles 5
1/17024
P 301185

Bulletin trimestriel du Comité de Surveillance OTAN
N°55 - 4ème trimestre 2014

Sommaire

—EN BELGIQUE

P2 - Campagne contre le renouvellement des F-16

P5 - Armée Belge : Sortir de la violence guerrière

P6 - Témoignage : L'Otan au cœur des tueries du Brabant Wallon ?

—UKRAINE - RUSSIE

P9 - La guerre glaciale de Washington contre la Russie

—Kosovo

P13 - Mission de l'UE au Kosovo

P14 - L'Otan au Kosovo

—DIALOGUE MÉDITERRANÉEN

P16 - Les partenaires de l'Otan Elargie

—ASIE

P17 - L'Otan s'inscrit au programme du « Pivot Asiatique » US

—LECTURES

P18 - Les guerres de l'Otan

P15 - Guerre et paix ... et Ecologie

Editorial

La prolongation de la mission belge en Irak nous enfonce dans une nouvelle guerre otanienne

La Belgique entre dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient en prolongeant pour un temps indéterminé sa participation à la coalition otanienne dite « contre l'Etat islamique » en Irak et en Syrie.

Non seulement, le gouvernement Michel n'a pas respecté ses engagements envers le parlement de faire une évaluation au bout d'un mois de la participation belge aux bombardements sur l'Irak, mais il a augmenté sa participation à cette nouvelle guerre en promettant à l'Otan d'envoyer des militaires au sol en Irak et en ne refusant pas une participation possible à des bombardements sur la Syrie.

Cette décision, prise une fois de plus sans débat et au mépris des engagements inscrits dans la résolution parlementaire de septembre dernier, va enfoncez notre pays dans un borbier encore plus grand que celui de la guerre en Afghanistan. En 2001, les attentats du 11 septembre attribués à Al Qaida avaient ouvert l'ère d'une soi-disant guerre mondiale

contre le terrorisme. En fait, ils servaient de prétexte au renversement du gouvernement taliban par les Etats-Unis et à l'invasion de l'Afghanistan. En 2003, l'Otan prenait le commandement de cette guerre, avec une participation militaire belge de plus en plus importante. A l'aube de 2015, l'Otan - dont un contingent belge - se trouve toujours en Afghanistan. Cette occupation, rebaptisée « partenariat », se maintiendra au moins jusqu'en 2024. Depuis 13 ans, la population belge paye pour cette guerre, même si nos responsables politiques et militaires ne rendent jamais public le prix à payer par les contribuables.

Et maintenant, on va remettre ça en participant à une ré-occupation de l'Irak et aux tentatives des puissances occidentales - dont l'Otan est en train de centraliser les capacités militaires - d'occuper la Syrie et de renverser le gouvernement de Bachar El Assad, bien que celui-ci soit un des gouvernements les plus cohérents dans la lutte contre le djihadisme et pour la coexistence ethnique et religieuse dans la région.

Campagne contre le renouvellement des F-16

50.000 signatures contre l'achat de nouveaux avions de combat

Plus de 100 organisations ont déjà signé le texte de plateforme contre l'achat de nouveaux avions de chasse. Depuis, un groupe de travail concrétise notre campagne contre cet achat de plusieurs milliards d'euro. Afin de donner de l'ampleur à notre opposition à l'achat de nouveaux chasseurs-bombardiers, une pétition circule ! Toutes les manifestations, actions ou événements peuvent servir d'occasion pour collecter les signatures.

La grève générale du 15 décembre et les différents piquets de grève sont une excellente occasion ! Mais aussi le 19 décembre prochain, lors de la manifestation de l'alliance D19-20 dans le quartier européen à Bruxelles. Une action pour une Europe sociale, écologique et

démocratique. Stop TTIP, CETA, TISA! Le gouvernement doit représenter le peuple et pas les multinationales et leurs lobbyistes ! Une revendication directement en lien avec notre campagne !

Ce que vous pouvez faire >

- Participer à la collecte de signatures pour la pétition
- Mobiliser pour l'action « 6milliardsaufeu » du 20 décembre
- Collecter des phrases et des capsules vidéo contre cet achat

Suite Editorial

Où est le temps du refus de la Belgique de participer à la guerre en Irak ? De ce refus, on est passé à « l'abstention constructive » du ministre Flahaut, pour en venir à la « loyauté indéfectible envers l'Otan » du ministre De Crem ; celle-ci s'est concrétisée dans une autre « coalition des volontaires » qui a envoyé « nos » F-16 participer à la destruction de la Libye et l'assassinat de son dirigeant, Mouammar Kadhafi .

L'actuelle coalition otanienne contre l'EI nous entraîne dans une nouvelle guerre contre l'Irak et la Syrie, dont la population belge ne veut pas ! Il faut exiger de nos responsables politiques une réévaluation immédiate de la participation belge et lutter pour le retrait de notre pays de cette coalition.

Alerte Otan

Questions et réponses sur l'achat de nouveaux avions de chasse

La Belgique doit-elle acheter de nouveaux avions de combat?

La question est d'actualité. En effet, d'ici à 2023-2028, les actuels avions de chasse F-16 auront atteint leur nombre d'heures de vol maximum. Le prochain gouvernement devra décider du remplacement des chasseurs-bombardiers F-16.

La population belge veut-elle de nouveaux avions de combat?

Bien qu'il n'y ait pas encore eu de véritable débat sur l'acquisition de nouveaux avions de combat, un sondage de l'Université d'Anvers souligne que la population belge n'est pas enthousiaste à cette idée.

Seul un belge interrogé sur quatre souhaite que notre pays achète de nouveaux avions, tandis que près de la moitié des sondés s'y oppose. Le nombre d'opposants à cet achat équivaut donc au double des ses adhérents.

Le dernier quart des interrogés n'a pas d'avis sur la question ; ce qui indique le manque

d'information aujourd'hui disponible pour permettre à chacun de s'exprimer sur la question.

Avons-nous les moyens financiers d'acheter de nouveaux avions de chasse?

Il est difficile d'établir le prix exact de ces avions. Les Pays-Bas ont décidé d'acheter 37 avions F-35 pour une somme de 4,5 milliards d'euro. Nos voisins faisant partie du programme de développement de cet avion, ils bénéficient d'un prix avantageux. En outre, la Cour des comptes néerlandaise a estimé que le prix de l'exploitation de ces avions s'élèverait à 7,5 millions d'euro par avion.

Le ministre de la Défense Pieter De Crem a exprimé sa préférence pour l'achat de 40 F-35. Sur base des chiffres du dossier néerlandais, la facture en Belgique s'élèverait à 6 milliards d'euro. Notons que la Défense belge compte également investir dans l'achat de sept avions de transport A400M (un milliard d'euro encore à payer), dans le remplacement de la capacité de lutte anti-mines (MCM) et dans l'achat de deux nouvelles frégates.

Selon le gouverneur de la Banque Nationale de Belgique, la Belgique doit encore économiser 14 milliards d'euro

dans les quatre années à venir.

La Belgique n'a donc pas les moyens d'acheter ces nouveaux avions. Dépenser des milliards dans l'achat de nouveaux avions de combats dans un contexte d'effort budgétaire et de besoins sociaux et environnementaux pressants est tout à fait irresponsable.

Y aurait-il un « retour sur investissement » pour l'économie belge ? Des compensations économiques sont-elles à espérer ?

Actuellement, il n'existe aucune étude sérieuse sur les éventuelles retombées économiques de cet achat. En ce qui concerne le nombre d'emplois créés pour la production et la vente de composants, la Belgique, contrairement aux Pays-Bas, a pris la décision de ne pas participer au développement des avions de chasse F-35. Dans ce dossier, les entreprises belges ne peuvent donc pas prétendre à une participation industrielle. Le Gouvernement belge ne peut choisir qu'un avion « prêt à l'emploi ».

Les éventuelles compensations ne seraient donc qu'indirectes, telles que le développement du secteur de l'aviation, du transfert de technologie, l'entretien du matériel, etc.

Selon une note de l'Institut flamand pour la paix publiée le 2 juin 2014, les éventuelles

compensations économiques pour l'achat de nouveaux avions de combat ne peuvent quoi qu'il arrive pas être estimées sur la base d'une simple comparaison avec la rémunération antérieure pour l'achat de F-16.

Enfin, il est important de faire la distinction entre le « retour sur investissement » pour les

entreprises et celui pour la société en général. Cette dernière ne profitera pas nécessairement de la plus grande partie de ces compensations économiques.

En soutenant la capacité d'intervention militaire, les avions de chasse contribuent-ils à la paix et à la stabilité?

Les Nations-Unies soulignent que les plus grandes menaces à la paix et à la stabilité ne relèvent pas du domaine militaire. En effet, une réponse militaire à l'extrême pauvreté, la famine, à la distribution inégale des richesses, aux effets du changement climatique ou à la

pénurie d'eau serait insensée, contre productive et même dangereuse.

Les interventions militaires et l'utilisation des avions de guerre n'ont jamais apportés la paix et la stabilité. Des interventions majeures comme en Afghanistan (Union soviétique), en Somalie (États-Unis), au Kosovo (OTAN), en Afghanistan (US / OTAN), en Irak (États-Unis), en Libye (OTAN) se sont révélées désastreuses en termes humanitaires. Les interventions militaires dans la plupart de ces pays ont mené à des années d'instabilité.

Ensuite, intervenir militairement rend les parties armées plus fortes au détriment des forces politiques non violentes comme nous avons pu notamment le constater au Kosovo et en Libye. Qui plus est, toute intervention militaire pousse d'autres cibles potentielles à s'armer pour dissuader un attaquant, et si nécessaire pour repousser une attaque. Chaque nouvelle intervention encourage indirectement une course à l'armement et éloigne toujours plus le traitement des véritables causes de la violence et des guerres.

Enfin, les interventions militaires sont très coûteuses: les guerres en Irak et en Afghanistan ont coûté entre 4 et 6 milliards de dollars.

Les nouveaux avions de chasse doivent-ils également prolonger les activités nucléaires de la Belgique?

Le stationnement d'armes nucléaires américaines en Belgique est une violation du Traité de nonprolifération.

Avec cette violation, la Belgique – comme les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie – reste un partenaire de premier plan du programme d'armes nucléaires des États-Unis, intégré à la politique nucléaire de l'OTAN. Selon le concept stratégique de l'OTAN, les armes nucléaires forment en effet la pierre angulaire de la défense de l'Alliance. Dans le cadre de ce « partage » nucléaire, le rôle des F16 belges est de transporter les bombes B61 qui se trouvent à Kleine Brogel.

Le gouvernement américain a décidé de moderniser les bombes nucléaires qui sont stationnées en Europe. La nouvelle B61 serait alors plus précise « grâce » à son système de guidage par queue.

Cette modernisation devrait coûter 10 milliards d'euro. Les premières bombes de ce type arriveraient en Belgique en 2019 ou 2020.

Seul le F-35 est actuellement admissible pour le remplacement des F-16, parce qu'il permettrait de

prolonger la capacité nucléaire des actuels avions de chasse sans frais supplémentaire. En théorie, tout avion est adaptable afin de pouvoir transporter les bombes nucléaires B61. Toutefois ces ajustements sont très coûteux et ne sont pas envisagés pour le moment; d'où la préférence du ministre de la Défense De Crem pour les F-35.

Le mouvement de la paix s'oppose depuis des années à la présence d'armes nucléaires en Belgique, mais aussi dans le monde. Les armes nucléaires sont une violation flagrante et profonde du droit international et peuvent provoquer des conséquences humanitaires catastrophiques.

Sans nouveaux avions de combat, la Belgique ne peut pas apporter sa contribution à la paix et à la sécurité internationales?

Sur base des exemples récents, il est très douteux de défendre que l'utilisation de nouveaux avions de combat par tous puisse contribuer à la paix et la sécurité internationales.

Les moyens nécessaires à cet achat peuvent être utilisés par la Belgique de façon beaucoup plus efficace afin que celle-ci apporte une réelle contribution à la paix et à la stabilité. Ces missions peuvent être l'investissement dans des tâches de désarmement après un accord de paix, de déminage ou d'assistance humanitaire. Il y a en outre un manque chronique de ressources pour l'accueil des réfugiés dans les pays voisins de conflits. L'insécurité due au changement climatique peut être affrontée plus efficacement en investissant dans les alternatives bien connues. La Belgique pourrait aussi contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire comme l'éradication de la pauvreté et de la faim, le traitement des maladies telles que le paludisme, etc.

Au niveau national, le coût des nouveaux avions de chasse pourrait par exemple régler le problème de logement ou le manque de moyens chroniques de l'enseignement.

Les raisons sont innombrables pour commander un grand débat de société sur la façon dont la Belgique pourrait mieux s'équiper et investir pour faire face aux grands défis en matière de paix et de sécurité. Il est urgent que les objectifs de paix et de sécurité ne reposent plus sur des réponses militaires.

www.cnapd.org

Belgique : sortir de la violence guerrière

Contribution au débat de la 10^e Conférence de Paix : « Quel avenir pour l'armée belge » ?

Comme objecteur de conscience, je refuse d'obéir à des ordres qui m'obligent à tuer autrui ou à participer à des actions de guerre. C'est pourquoi, j'ai effectué un service civil en remplacement du service militaire, à l'époque où la conscription était encore en vigueur en Belgique.

Idéalement, je serais heureux que la Belgique, à l'instar du Costa Rica, n'ait plus d'armée.

Mais on sait qu'une telle évolution n'est pas simple à réaliser, car nous faisons partie d'un complexe militaro-politico-économique international. Réussir un changement de cap dans ce domaine est un travail à long terme qui devra se faire par étapes.

Même s'il y avait une large volonté politique -aussi bien des électeurs que de leurs élus- pour s'engager dans une voie de démilitarisation et de politique de paix, le processus aboutissant à une défense populaire et civile non-violente sera graduel.

Quelle concept d'armée de transition peut-on imaginer ?

Tout d'abord, la Belgique devrait se retirer de l'OTAN et organiser une armée nationale avec vocation de participer aux missions de l'ONU ou de l'OSCE, ou d'appui à des missions humanitaires, même quelquefois extrêmement dangereuses.

Certes, le fait d'être membre de l'OTAN ne nous empêche pas de coopérer avec l'ONU, mais cette organisation militaire est dominée par les États-Unis qui s'en servent dans le cadre de leur géopolitique et pour la défense des intérêts de leur industrie militaire. Par ailleurs, l'OTAN met ses États membres sous pression afin qu'ils augmentent les budgets militaires à travers des processus de décision peu transparents et impliquant peu ou prou le régime parlementaire. Certes, une décision de se retirer de l'OTAN sera encore plus difficile pour un pays comme la Belgique qui abrite son siège et l'état-major du SHAPE.

D'autres pays de l'Union européenne ne sont cependant pas membres de l'OTAN : Autriche, Chypre, Finlande, Irlande, Malte et Suède. Ceci ne les empêche pas de tisser des liens d'amitié et de coopération avec les États-Unis, tout en gardant leur souveraineté nationale.

La Belgique est confrontée, comme d'autres pays, à la question du remplacement des avions de combat F-16, dans un contexte budgétaire d'austérité. Cette décision devrait être précédée d'un débat de fond sur la nature même de la politique de défense.

Les avions F-16, et ceux appelés à les remplacer, sont spécialement équipés pour le largage de bombes nucléaires. Refuser ce type d'avions, c'est refuser de s'impliquer dans la guerre atomique et la destruction massive de populations civiles. Par ailleurs, ces avions sont conçus pour des opérations à longue distance ; les posséder entraînerait le risque de les mettre au service d'opérations de guerre en dehors du territoire européen (exemple : Libye, Irak).

Ne pourrait-on limiter la Force aérienne belge à quelques avions d'interception à faible rayon d'action et adaptés au territoire national ; aux avions de transport multi-usage du type C-130 qui ont participé efficacement à des missions humanitaires, même difficiles comme au Sahel ; aux hélicoptères d'observation et de sauvetage en mer ?

L'armée belge ne devrait-elle pas persévérer dans ses spécialités que sont le déminage terrestre et le déminage maritime ? Mais le gouvernement actuel NVA-libéral-CD&V s'engage dans la voie contraire, et rappelle nos démineurs du Liban.

Épargner sur le remplacement des F-16 permettrait notamment d'investir davantage dans la défense des systèmes informatiques et des cyber-attaques, qui représentent un défi pour notre économie et notre société dont le fonctionnement est de plus en plus basé sur la gestion informatique.

Certes, le dossier de l'achat des F-16 fera l'objet d'un lobbying intense des milieux industriels, et peut-être même de certains secteurs syndicaux, et on sait que le complexe militaro-industriel possède des capacités de pression considérables qu'il soient légaux ou illégaux, tels les nombreux faits de corruption que nous avons connus lors de commandes militaires précédentes.

Il est donc important qu'un large débat parlementaire et dans l'opinion publique puisse avoir lieu par rapport

au remplacement des avions F-16 et de la politique de défense, dans le cadre d'une nouvelle politique étrangère belge qui mette davantage la priorité sur la prévention des conflits et la coopération internationale, aussi bien de l'UE que de l'ONU.

La nouvelle majorité gouvernementale aura-t-elle la volonté et le courage de cette réforme?

Poser la question, c'est aussi y répondre.

« Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer » (Guillaume le Taciturne).

11.12.2014

Sam Biesemans

L'OTAN au cœur des tueries du Brabant ?

Le web-journal RésistanceS.be a recueilli le témoignage exclusif d'une personne affirmant avoir participé, au niveau de la logistique, aux tueries du Brabant. Il nous a livré des détails précis que nous avons recoupé avec d'autres sources. Son rôle : conducteur d'une « voiture d'ouverture » pour permettre la fuite des auteurs d'au moins deux attaques. En direction du quartier-général de l'OTAN, près de Mons ? La cellule d'enquête sur ces tueries, commises en Belgique de 1982 à 1985, vérifie avec sérieux cette piste.

La piste des tueurs du Brabant conduirait-elle aux portes du SHAPE, le « Grand quartier-général des puissances alliées en Europe » (OTAN), installé à Casteau ?

La juge d'instruction en charge du dossier des « tueries du Brabant », Martine Michel, a montré que rien ne l'arrêterait, pas même les manipulations pour brouiller son enquête. Elle est persuadée de tenir le bon bout avec les indices impliquant l'extrême droite et un milieu criminel utilisés – au niveau de la logistique – dans les tueries du Brabant, perpétrées dans le cadre d'une stratégie de la tension. L'objectif de cette stratégie : une reprise en main sécuritaire de la Belgique, considérée alors comme le maillon faible du « dispositif OTAN ».

La piste de l'extrême droite, tournant autour de l'organisation néonazie WNP, et celle de gangsters recrutés dans sa mouvance, pour effectuer des opérations de logistique, a déjà été développée largement dans des articles précédents de RésistanceS.be¹,

WNP et repérages de grandes surfaces

L'un des nouveaux éléments qui a fait bouger la Cellule d'enquête en charge du dossier des « tueries du Brabant » (CBW), ce sont les déclarations d'Eric Lammers, un ancien activiste du WNP. Aujourd'hui, Lammers est rangé des bagnoles, assagi et soucieux de se repentir. Mais puisqu'une loi « à l'italienne » n'existe pas dans notre pays, il est obligé de se taire sur certains faits criminels.

Cependant, l'ex-membre du WNP a évoqué devant la CBW et répété ses affirmations devant la caméra de la RTBF les repérages faits, au début des années 1980, soit peu avant les actions des « tueurs du Brabant wallon », aux abords de grandes surfaces, dont certaines seront ensuite attaquées. Les activistes du WNP chargés de cette mission avaient reçu l'ordre de l'effectuer de la part de Michel Libert. En 1992 déjà, cet officiel n°2 de l'organisation clandestine néonazie avait levé un coin du voile sur ces repérages, dans une interview accordée à la BBC, la télévision anglaise. Pour Libert, le WNP n'a été qu'un maillon d'une structure internationale de défense de l'Occident contre l'URSS.

Les ex-gendarmes du groupe G

Un autre « acteur » du dossier avait été dans le même sens. Il s'agit de Martial Lekeu, un membre de la gendarmerie (il démissionnera de celle-ci en avril 1984), alors membre du groupe G. Structure clandestine interne du Front de la jeunesse, une organisation d'extrême droite, ce groupe rassemblait des gendarmes partisans d'une « ligne dure ». Plusieurs passeront ensuite, lors de sa création à la fin des années 1970, dans les rangs du WNP.

Martial Lekeu a lui aussi prétendu avoir vu des schémas de grands magasins dans des documents du groupe G. Avant de filer avec sa famille aux États-Unis, sans que personne ne connaisse le motif réel de son exil outre-Atlantique... Il y décédera en 1997. A propos de la surveillance des grandes surfaces, n'oublions pas non plus les informations divulguées sur un projet

1 Voir <http://resistancesnews.be/spip.php?article75>,

de chantage envers elles. Ce projet avait été planifié par d'autres ex-gendarmes, également membres du groupe G, Madani Bouhouche (décédé « accidentellement » en France où il vivait) et Robert Beijer (qui s'est exilé depuis en Thaïlande).

Nouveau témoignage : « voiture d'ouverture »

Tous ces éléments mis bout à bout sont troublants. En lien direct avec ces repérages avant les attaques des Delhaize de 1983 et 1985, il y a lieu de se focaliser également sur la manière dont les tueurs fuyaient après leurs raids meurtriers.

Les enquêteurs de la CBW ont ainsi ferré, tout récemment, un témoin très intéressant qui a joué un rôle important, selon lui, pour faciliter la fuite des tueurs et éviter leur arrestation après les attaques. Comme pour Lammers et bien d'autres, il n'a jamais su, à l'époque, exactement à quoi cela se rapportait et à qui cela profitait.

L'intérêt supérieur de la nation, la menace communiste (les années 1980 sont alors toujours traversées par un climat Ouest-Est tendu lié à la guerre froide), la présence d'agents infiltrés de la Sûreté de l'État et (parfois) une rétribution permettaient à tous ces hommes de main de deuxième rang, issus du milieu criminel pour certains, de ne pas trop se poser de questions.

En ce qui concerne le « témoin » cuisiné à plusieurs reprises par la CBW, en juillet dernier, et qui apparaît sous le pseudonyme « Ginlo », il s'agit d'un nommé Joël L. (nom connu de la rédaction), originaire du Borinage. Il y a quelques jours, le web-journal RésistanceS.be a également pu l'interroger longuement sur sa dite participation à ce qui semble être clairement une opération de déstabilisation de l'État en vue d'en renforcer ses services de sécurité. Les informations que nous avons recueillies de Joël L. ont été systématiquement recoupées auprès d'autres sources.[...]

« Mouvance Lecerf »

Le parcours de Joël L. dans les eaux troubles de notre pays débute au milieu des années 1970. En 1974, il effectue son service militaire au 1er Chasseur Ardennais (troupe d'élite de l'armée belge) à Spich, en Allemagne. C'est là qu'il sera remarqué par ses instructeurs et finalement présenté au major Jean Bougerol, avec lequel il aura plusieurs conversations.

Ce Bougerol est un militaire connu pour son appartenance aux services de renseignement militaires impliqués dans un réseau politico-militaire lié à la droite conservatrice. Un personnage-clé de ce réseau est Émile Lecerf, le

directeur du « Nouvel Europe magazine » (NEM), un journal très à droite, qui soutient les dictatures militaires espagnoles, grecques, chiliennes et le système d'apartheid en Afrique du Sud. Le magazine promeut également les membres du courant atlantiste actifs tant au Parti social-chrétien (PSC) qu'au Parti réformateur libéral (PRL) de l'époque, les ancêtres des actuels CDH et MR. Lecerf est, en 1974, également le parrain politique du Front de la jeunesse, une organisation nationaliste anticommuniste qui vient d'être créée.

La « mouvance Lecerf » a servi de maillon central entre la droite classique et la droite extrême. Elle englobait des politiciens du PSC et du PRL, mais aussi des officiers de la gendarmerie et de l'armée belges. Dès le milieu des années 1960, Émile Lecerf et sa mouvance avaient déjà été dénoncés par Jean Thiriart, leader de la principale organisation d'extrême droite de l'époque (Jeune Europe), comme s'étant mis au service des intérêts des États-Unis en Belgique...

Recruté par la DIA ?

Un peu plus tard, mi-1984, au moment des manifestations antinucléaires, Joël L., est contacté par un agent du SDRA, le service de renseignement de l'armée belge, et rendez-vous sera pris à la cafétéria du Cora d'Hornu. Selon les dires de Joël L., l'agent du SDRA se présentera sous le pseudo de « colonel Remy ». Il lui demandera de le renseigner, contre rétribution, pour des missions ponctuelles pour « aider son pays », vantant son patriotisme. Joël L. participera ainsi activement à des manifestations antinucléaires. Il sera aussi chargé d'infiltrer l'extrême gauche, plus particulièrement les libertaires tournant autour de l'asbl 22 Mars. Cette mission donnée à Joël L. s'intégrait dans le cadre de la traque des Cellules communistes combattantes, les CCC.

Au printemps 1985, après avoir testé sa fiabilité sur plusieurs missions, Joël L. affirme que son contact au SDRA le présente à un haut gradé de l'armée américaine, en poste au SHAPE (Supreme Headquarters Allied Powers Europe), le « Grand quartier-général des puissances alliées en Europe » (OTAN), installé à Casteau, dans les environs de Mons. Cet officier était également – et surtout – attaché à la Defense Intelligence Agency (DIA), le service de renseignement de l'US Army.

Une petite parenthèse s'impose ici : Paul Latinus, le dirigeant-fondateur du WNP a affirmé, juste avant son suicide (suspect), en 1984, qu'il avait lui aussi été recruté, durant son service militaire, par la même DIA, via un instructeur de l'OTAN. Du temps du WNP, Paul Latinus

fut lié à la « mouvance Lecerf », comme Joël L. et bien d'autres.

Les réunions de contact de Joël L. avec ceux pour lesquels il travaille dorénavant ont lieu au « Maisières », un établissement situé non loin des installations du SHAPE. A l'issue de celles-ci, Joël L. se voit confier de nouvelles missions de renseignement et de surveillance. Il est notamment chargé de repérages dans le Bois de la Houssière, dans les environs de Ronquières le long du canal Bruxelles-Charleroi et des missions de surveillance du château de Miremont.

Il va devoir aussi effectuer différents trajets dans cette zone, par temps de pluie, le jour, la nuit, les chronométrer et prendre des photos d'endroits stratégiques. Il remettra à chaque fois un rapport à ses supérieurs.

« Voiture ouvreuse »

Par la suite, Joël L. recevra une nouvelle mission : conduire une voiture munie d'une cible portable et effectuer l'un des trajets qu'il avait auparavant effectué dans ses tâches de renseignement. Cette mission eut lieu le 27 septembre 1985. Joël L. est chargé d'ouvrir la route et de signaler si sur celle-ci se trouvent des barrages policiers. Or, ce même jour, juste avant de prendre la route, les attaques des Delhaize de Braine-l'Alleud et d'Overijse avaient eu lieu.

La direction prise par Joël L. avec sa « voiture ouvreuse » était celle du SHAPE, soit le « voyage retour » vers la base de repli¹. L'objectif de sa mission semble donc avoir été de faciliter la fuite du commando chargé de ces deux attaques et éviter surtout leur arrestation par les forces de l'ordre.

C'est pour cette raison que ce témoin intéressant a été entendu durant trois jours, en juillet dernier, par la CBW. L'ensemble de ses affirmations furent vérifiées sur le terrain par les enquêteurs (notamment les numéros de téléphones codés de ses agents traitants du SDRA et de la DIA), ce qui démontre que son témoignage n'a pas été pris à la légère. Il avait également fait *in illo tempore* des confidences à feu René Haquin, le journaliste d'investigation du quotidien Le Soir, auteur du livre « Des taupes dans l'extrême droite : la Sûreté de l'État et le WNP » (EPO, 1984) et spécialiste du dossier des tueries du Brabant².

Aujourd'hui, Joël L. s'est réfugié dans le sud-ouest de

la France, à 17 km de Casteljaloux. Menacé, et sachant qu'il allait parler, il a essuyé plusieurs coups de feu devant chez lui, le 1er septembre dernier, et ne doit la vie qu'aux aboiements de son chien qui l'a prévenu de l'arrivée du véhicule du tireur. Il a directement déposé plainte à la gendarmerie française de Casteljaloux. Nous avons pu consulter le récépissé fait par celle-ci au sujet de ces tirs.

Serment de silence

Le témoignage de Joël L. est capital. Il doit être exploité sérieusement. S'il dit la vérité, son récit des événements permettrait d'approcher un peu plus la méthode sophistiquée utilisée par les commanditaires des tueries du Brabant.

Ce *modus operandi* consistait à utiliser – pour la logistique des attaques commandos – des activistes d'extrême droite, le milieu criminel et des « petites mains », sans permettre de faire le lien entre tous les personnes impliquées et les faits, pour arriver à un objectif final connu seulement de quelques gradés hauts placés tenus entre eux par un serment de silence, au nom de l'intérêt supérieur...

Ne serait-il pas temps que la CBW obtienne enfin la possibilité de mener son enquête jusqu'à l'endroit où pourrait mener, qui sait, la vérité sur la plus énigmatique affaire judiciaire de notre pays, au SHAPE, le quartier général de l'OTAN à Casteau ?

Brice POIRIER

L'article original a été publié sur le site **RésistanceS.be**, sous le titre L'« ouvreur de la route » des tueurs du Brabant vers le SHAPE, <http://resistancesnews.be/spip/spip.php?article162>.

Le texte intégral peut être lu également sur www.csotan.org

1 Sur les voies de fuite des tueurs, voir <http://resistancesnews.be/spip.php?article61>

2 Voir <http://www.resistances.be/tueurs13.html>.

La guerre glaciale de Washington contre la Russie

Depuis plus d'un an, les États-Unis ont joué un scénario conçu pour (1) réaffirmer le contrôle américain sur l'Europe en bloquant le commerce de l'UE avec la Russie, (2) pousser la Russie à la faillite, et (3) se débarrasser de Vladimir Poutine pour le remplacer par un fantoche des Américains, comme le défunt soulard, Boris Eltsine.

Les derniers jours ont révélé de façon limpide la perfidie de l'aspect économique de cette guerre des États-Unis contre la Russie. Tout a commencé lors de l'importante réunion internationale de haut niveau sur l'avenir de l'Ukraine qui s'est tenue à Yalta en Septembre 2013, dont un thème majeur a été la révolution du gaz de schiste que les États-Unis espéraient **utiliser pour affaiblir la Russie**. L'ancien secrétaire à l'énergie américain Bill Richardson était là pour défendre l'affaire, applaudi par Bill et Hillary Clinton. Washington espérait utiliser ses techniques de fracturation hydraulique pour fournir des sources de substitution du gaz naturel et bouter la Russie hors du marché. Ce qui revient à vendre à l'Europe un chat dans un sac.

Mais cette astuce ne pouvait réussir en s'appuyant sur le sacro-saint « marché », puisque la fracturation est plus coûteuse que l'extraction de gaz russe. Il fallait une crise majeure pour fausser le marché par des pressions politiques. Par le coup d'état du 22 Février, manigancé par Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat américaine pour l'Europe et l'Eurasie, les Etats-Unis ont effectivement pris le contrôle de l'Ukraine, en plaçant au pouvoir leur agent « Yats » (Arseniy Iatseniouk) favorable à l'entrée de son pays dans l'OTAN. Cette menace directe contre la base navale russe en Crimée a conduit au référendum, qui a mené au retour pacifique de cette péninsule historiquement russe à la Russie. Mais le chœur mené par les Etat-Unis a condamné le retour, sans aucun désordre, de la Crimée comme une « agression militaire russe ». Cette manœuvre défensive est claironnée par l'OTAN comme preuve de l'intention de Poutine d'envahir les pays voisins sans prétexte.

Pendant ce temps, l'invasion économique des États-Unis est passée largement inaperçue.

L'Ukraine a quelques-unes des plus grandes réserves de gaz de schiste en Europe. Comme d'autres Européens, des

Ukrainiens ont manifesté contre les conséquences néfastes pour l'environnement de la fracturation hydraulique sur leurs terres, mais contrairement à certains autres pays, l'Ukraine n'a pas de législation restrictive à ce sujet. La société pétrolière américaine Chevron, très liée au pouvoir, est déjà à l'œuvre.

Depuis mai dernier, R. Hunter Biden, fils du vice-président américain, est membre du conseil d'administration de Burisma Holdings, le plus grand producteur de gaz privé de l'Ukraine. Le jeune Biden sera en charge de l'unité juridique de Holdings et contribuera à son « expansion internationale ».

L'Ukraine a un sol riche, en plus des réserves de pétrole de schiste. Le géant de l'agroalimentaire américain Cargill est particulièrement actif en Ukraine, en investissant dans des silos à céréales, aliments pour animaux, un grand producteur d'œufs et agroalimentaire, UkrLandFarming, ainsi que le port de la Mer Noire à Novorossisk. Le très actif Conseil d'affaires Etats-Unis-Ukraine comprend des dirigeants de Monsanto, John Deere, le fabricant de matériel agricole CNH Industrial, Pioneer DuPont, Eli Lilly & Company. Monsanto prévoit de construire une « usine de semences de maïs non-OGM en Ukraine » de \$ 140 000 000, ciblant évidemment le marché européen réticent aux OGM. Ce fut dans son discours lors d'une réunion parrainée par Chevron du Conseil d'affaires Etats-Unis-Ukraine il y a un an que Victoria Nuland a mentionné les cinq milliards de dollars dépensés par les Etats-Unis au cours des vingt dernières années pour gagner l'Ukraine.

Le 2 Décembre, le président Porochenko a nommé trois étrangers comme ministres : un Américain, un Lituanien et un Géorgien. Il leur a accordé la citoyenneté ukrainienne quelques minutes avant la cérémonie. (Un deuxième Géorgien fut ajouté ensuite.)

Natalie Jaresko, née aux États-Unis, est la nouvelle ministre des Finances de l'Ukraine. Originaire d'une famille ukrainienne et diplômée des universités de Harvard et de DePaul, Jaresko est passée du Département d'État à Kiev lorsque l'Ukraine a obtenu son indépendance de l'Union Soviétique, afin de diriger le département économique de l'ambassade américaine qui venait d'ouvrir. Trois ans plus tard, elle a quitté l'ambassade des États-Unis pour diriger le Fonds Western NIS Enterprise financé par le gouvernement des États-Unis. En 2004, elle a fondé son propre fonds d'actions. En tant que partisane de la Révolution orange de 2004, elle a siégé au Conseil consultatif des investisseurs étrangers du président vainqueur de cette « révolution », Viktor Iouchtchenko.

Le Banquier d'investissement lituanien Aivaras Abromavicius est le nouveau ministre de l'Économie, plaçant la politique économique du gouvernement sous l'influence, ou plutôt le contrôle, américain.

Le nouveau ministre de la Santé, Aleksandr Kvitashvili de la Géorgie, a été éduqué aux États-Unis et ne parle pas ukrainien. Il a occupé le poste de ministre de la santé dans sa Géorgie natale, sous la présidence du protégé des États-Unis de l'époque, Mikheil Saakachvili.

La mainmise des États-Unis sur l'économie de l'Ukraine est maintenant totale. Le décor est planté pour commencer la fracturation, faisant peut-être de Hunter Biden le plus récent des oligarques de l'Ukraine.

Personne n'en parle, mais l'accord commercial controversé entre l'UE et l'Ukraine, dont le report avait déclenché les protestations de Maidan, qui ont abouti au coup d'état piloté par les États-Unis du 22 février, supprime les barrières commerciales, permettant l'entrée libre dans les pays de l'UE des exportations agricoles produites en Ukraine par des sociétés américaines. Le gouvernement ukrainien est profondément endetté, mais cela n'empêchera pas les entreprises américaines de réaliser d'énormes profits dans ce pays à bas salaires, fertile et déréglementé. Les producteurs céréaliers européens, comme la France, pourraient souffrir d'une telle concurrence bon marché.

L'assaut du gouvernement russophobe de Kiev contre la région du Sud-Est est en train de tuer le secteur industriel du pays, dont les marchés se trouvaient en Russie. Mais pour les dirigeants de Kiev de l'Ukraine occidentale, cela n'a pas d'importance. La mort d'une vieille industrie peut aider à garantir des salaires bas et des profits élevés.

Au moment même où les Américains prenaient résolument le contrôle de l'économie ukrainienne, Vladimir Poutine a

annoncé l'annulation du projet de gazoduc South Stream. L'accord avait été signé en 2007 entre Gazprom et la compagnie pétrochimique italienne ENI, afin d'assurer les livraisons de gaz russe dans les Balkans, en Hongrie, en Autriche et en Italie en contournant l'Ukraine, dont le manque de fiabilité en tant que pays de transit avait été démontré par de fréquents impayés ou le siphonnage pour son propre usage de gaz destiné à l'Europe. L'allemand Wintershall et le français EDF ont également investi dans South Stream.

Ces derniers mois, des représentants des États-Unis ont commencé à faire pression sur les pays européens concernés afin qu'ils se retirent de l'affaire. South Stream était une bouée de sauvetage potentielle pour la Serbie, toujours appauvrie par les destructions causées par les bombardements de l'OTAN et les privatisations au rabais de ses industries au profit d'acquéreurs étrangers. En plus du bénéfice des emplois et d'une sécurité énergétique qui lui font gravement défaut, la Serbie était en passe de gagner 500 millions d'euros de tarif de transit par an. Belgrade a résisté aux avertissements insistants exigeant de se conformer à la politique anti-Russe pour conserver son statut de candidat à l'entrée dans l'Union européenne.

Le maillon faible était la Bulgarie qui, en tant que terminal du gazoduc, devait tirer des bénéfices similaires. L'ambassadeur américain à Sofia Marcie Ries a commencé par avertir les hommes d'affaires bulgares qu'ils pourraient souffrir s'ils faisaient des affaires avec des entreprises russes sous sanctions. Le président sortant de la Commission européenne, José Manuel Barroso du Portugal, qui était « maoïste » lorsque le « maoïsme » servait de couverture à l'opposition aux mouvements de libération soutenus par les Soviétiques dans les colonies portugaises d'Afrique, a menacé la Bulgarie de poursuites de l'UE pour irrégularités dans les contrats South Stream. Il s'agit de règles de l'UE qui interdisent que la même entreprise puisse à la fois produire et transporter du gaz. En bref, l'UE voulait faire appliquer ses propres règles de façon rétroactive à un contrat signé avant que ces règles ne soient adoptées et avec un pays qui n'est pas membre de l'UE.

Enfin, John McCain a pris l'avion pour Sofia pour intimider le Premier ministre bulgare, Plamen Orecharski, en exigeant qu'il se retire de l'affaire, laissant le gazoduc South Stream sans point d'entrée terrestre dans les Balkans.

C'est plutôt drôle si l'on considère qu'un thème majeur de la propagande belliciste actuelle des États-Unis est de dénoncer la vente de gaz russe comme étant surtout

une arme d' « intimidation », de « coercition » et de « contrainte » politique utilisée par Poutine pour dominer l'Europe.

Enfin, il est vrai que la Russie a dû rappeler à maintes reprises à l'Ukraine de régler ses factures de gaz impayées. Avec un succès mitigé.

L'annulation de South Stream constitue un coup tardif porté par l'OTAN contre la Serbie. Le Premier ministre serbe Aleksandar Vucic a regretté la perte de South Stream, en soulignant que : « *Nous payons le prix d'un conflit entre grandes puissances* ».

Les partenaires italiens de l'accord sont également très mécontents devant les pertes subies. Mais les responsables européens et les médias, comme d'habitude, rejettent toute la faute sur Poutine.

Si l'on vous insulte sans cesse en vous faisant sentir que vous n'êtes pas le bienvenu, il se peut que vous fassiez vos bagages et partiez. Poutine a emporté son projet de gazoduc vers la Turquie où le Premier ministre turc, Recep Erdogan, n'a pas tardé à l'acheter. Cela ressemble à une bonne affaire pour la Russie et pour la Turquie. Mais l'affaire demeure inquiétante.

Le pétrole russe comme moyen de coercition ? Si Poutine pouvait utiliser Gazprom pour obtenir d'Erdogan de changer de politique envers la Syrie, et d'abandonner sa détermination à renverser Bachar al Assad, afin que les fanatiques de l'Etat Islamique soient vaincus, ce serait un excellent résultat. Mais il n'y a aucun signe d'un tel résultat.

L'abandon de South Stream creuse le fossé entre la Russie et l'Europe occidentale, ce qui, à long terme, est néfaste pour les deux. Mais il creuse aussi l'inégalité économique entre le Nord et le Sud de l'Europe. L'Allemagne reçoit toujours du gaz de Russie, notamment avec le co-projet de Gerhard Schroeder avec Poutine, Nord Stream. Mais les pays d'Europe du Sud, déjà dans une crise profonde provoquée en grande partie par l'euro, sont laissés dans l'incertitude de leur approvisionnement. Cette tournure des événements pourrait contribuer à la révolte politique qui se développe dans ces pays.

Tandis que des voix s'élèvent en Italie pour se plaindre que les sanctions anti-russes font mal à l'Europe, mais laissent les États-Unis indemnes, les Européens pourraient se consoler avec les aimables propos de l'hôte de la Maison Blanche et lauréat du prix Nobel de la paix qui a salué l'Union Européenne pour avoir fait la bonne chose, même

si c'est « difficile pour l'économie européenne. »

Dans un discours adressé à d'importants PDG le 3 décembre, Obama a déclaré que les sanctions visaient à changer « l'état d'esprit » de Poutine, mais ne pensait pas que cela réussisse. Il attend que « la politique à l'intérieur de la Russie rattrape ce qui se passe dans l'économie, c'est pourquoi nous allons continuer à maintenir cette pression. » Ce qui est une autre façon de dire que voler le marché du gaz naturel de la Russie, forcer l'Europe à adopter des sanctions, et couper les liens entre la Russie et l'UE sont autant de mesures destinées à faire en sorte que le peuple russe se retourne contre Poutine et s'en débarrasse. Un changement de régime, en somme.

Le 4 Décembre, la Chambre des Représentants US a officiellement révélé le motif des Etats-Unis derrière ce gâchis en adoptant ce qui doit sûrement être le pire projet de loi jamais adopté : la **Résolution 758**.

La résolution est un recueil de tous les mensonges répandus contre Vladimir Poutine et la Russie depuis un an. Jamais peut-être autant de mensonges ont été rassemblés dans un seul document officiel de cette longueur. Et pourtant, cette propagande de guerre a été approuvée par un vote de 411 contre 10. Si, en dépit de cet appel à la guerre entre deux puissances nucléaires, il y a encore des historiens dans le futur, ils devront juger que cette résolution est la preuve de l'absence totale d'intelligence, d'honnêteté et de sens des responsabilités du système politique que Washington s'emploie à imposer au monde entier.

L'ancien parlementaire Ron Paul a écrit **une excellente analyse** de ce document honteux. Quoi qu'on puisse penser de la politique interne ultra-libérale de Paul, sur les affaires internationales, il se distingue comme étant une voix de la raison très isolée.

Après une longue liste de « considérant que », de mensonges, d'insultes et de menaces, nous arrivons enfin à l'aspect commercial grossier de cette campagne dangereuse. La Chambre appelle les pays européens à « *réduire la capacité de la Fédération de Russie à user de son approvisionnement en énergie comme un moyen de pression politique et économique sur d'autres pays, y compris en encourageant l'augmentation des exportations de gaz naturel et d'autres d'énergies depuis les États-Unis et d'autres pays* » et « *demande instamment au président d'accélérer l'approbation par le ministère américain de l'énergie des exportations de gaz naturel liquide vers l'Ukraine et d'autres pays européens.* »

Le Congrès est prêt à risquer et même à promouvoir la guerre nucléaire, mais au fond il ne s'agit que de voler le marché du gaz naturel de la Russie par ce qui n'est encore à ce jour qu'un pari : le gaz de schiste américain obtenu par fracturation. Un chat dans un sac.

Pire que la guerre froide

Les néo-conservateurs qui manipulent les politiciens ignares des Etats-Unis ne nous entraînent pas dans une nouvelle guerre froide. C'est bien pire. La longue rivalité avec l'Union Soviétique était « froide » en raison de la DMA, la Destruction Mutuelle Assurée. Washington et Moscou étaient parfaitement conscients qu'une guerre « chaude » signifiait échanges nucléaires qui détruiraient le monde entier.

Cette fois, les Etats-Unis pensent qu'ils ont déjà « gagné » la guerre froide et semblent ivres de confiance qu'ils peuvent gagner à nouveau. Ils modernisent leur arsenal nucléaire et construisent un « bouclier nucléaire » à la frontière de la Russie dont le seul but ne peut qu'être de donner aux États-Unis la capacité d'une première frappe - la capacité d'empêcher des représailles russes contre une attaque nucléaire des États-Unis. Cela ne peut pas marcher, mais cela affaiblit la force de dissuasion.

Le danger d'une guerre ouverte entre les deux puissances nucléaires est en réalité beaucoup plus grand que pendant la guerre froide. Nous sommes à présent dans une sorte de Guerre Glaciale, figée, parce que ce que les Russes disent ou font n'a aucun effet. Les néoconservateurs qui fabriquent la politique des États-Unis dans l'ombre ont inventé une histoire totalement fictive sur une « agression » russe que le président des États-Unis, les médias et maintenant le Congrès ont acceptée et approuvée. Les dirigeants russes ont répondu avec honnêteté, vérité et bon sens, et sont restés calmes malgré les invectives lancées contre eux. Rien n'y fait. Les positions sont gelées. Quand la raison échoue, la force suit. Tôt ou tard.

6.12.2014

Diana Johnstone

Traduction par VD pour «le Grand Soir» avec probablement toutes les fautes et coquilles habituelles, mais quand même sous le regard attentif de l'auteur.



Banderole apportée à la manifestation contre le Traité Transatlantique par Die Linke. « STOP L'OTAN ! PAS DE GUERRE CONTRE LA RUSSIE »

Mission de l'UE au Kosovo : corruption à tous les étages ?

Faites ce que je dis... mais ne faites pas ce que je fais : telle pourrait être la leçon à tirer des frasques de la mission « Etat de droit » EULEX au Kosovo, chargée d'enseigner aux indépendantistes kosovars les bonnes manières dans le domaine de la lutte contre la corruption, la criminalité et l'impunité, notamment en supervisant étroitement leur police et leur appareil judiciaire.

L'affaire a commencé fin octobre quand le quotidien albanophone de Pristina, *Koha Ditore*, a publié des dossiers en provenance d'EULEX, indiquant des rapports étroits entre des responsables de la mission de l'Union européenne et les milieux mafieux et politiques kosovars, ainsi que des lettres de la procureure britannique, qui venait d'être suspendue de ses fonctions, accusant un juge d'EULEX d'avoir reçu un pot-de-vin pour classer un dossier criminel, la procureure en chef d'EULEX de l'avoir couvert et un autre procureur d'avoir bloqué une enquête interne à ce sujet. Ainsi, le juge italien, Francesco Florit, aurait reçu 300 000 euros pour faire acquitter trois tueurs locaux, par ailleurs policiers d'une unité spéciale. N'ayant réussi à n'en libérer qu'un seul, les familles des deux autres malfrats se sont senties grugées par le juge, maintenant replié en Italie, et ont elles aussi raconté leurs déboires aux médias de Pristina.

Tout en démentant avoir transmis ces documents à *Koha Ditore* – prétexte avancé pour sa suspension –, la procureure britannique, Maria Bamieh, en a confirmé l'authenticité. En plus, elle a affirmé avoir été victime de harcèlement continu depuis qu'elle enquêtait sur les pratiques de certains membres d'EULEX et que ses enquêtes avaient été ignorées par la hiérarchie de l'UE, y compris le Service d'action extérieur (SAE) dont dépend EULEX, alors dirigé par Catherine Ashton. Elle a également déclaré avoir été freinée dans d'autres enquêtes, notamment sur des privatisations frauduleuses d'entreprises, dès que les noms de personnalités kosovares devenaient trop voyants.

La presse serbe, qui considère avec méfiance cette mission chargée d'accompagner le Kosovo vers l'indépendance, soupçonne que d'autres affaires de corruption pourraient expliquer le maintien sous les verrous du leader politique du Nord-Kosovo, Oliver Ivanovic, accusé de crimes

de guerre en dépit de preuves l'en disculpant, preuves qui auraient été falsifiées par EULEX. De même, les acquittements dont bénéficient quasi-systématiquement les anciens leaders de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), contrôlant aujourd'hui l'essentiel des institutions du Kosovo, lors de plusieurs procès pour crimes de guerre, crimes de droit commun ou affaires de corruption, pourraient ne pas s'expliquer uniquement par l'élimination ou l'intimidation des témoins, mais aussi par des versements aux procureurs et juges d'EULEX, qui détiennent la haute main sur ces procès. Le quotidien de Belgrade, *Politika*, considère que ces derniers, au lieu d'apporter les normes légales de leurs pays au Kosovo, « se sont adaptés aux coutumes locales ».

Côté EULEX, si on dément avoir menacé de traîner Bamieh et *Koha Ditore* devant les tribunaux s'ils rendaient publiques ces affaires, comme ceux-ci l'affirment¹, on se limite à déclarer qu'une enquête interne « est en cours » depuis 2013 à propos des accusations de la procureure, une enquête qualifiée de « mensonge » et de « farce complète » par cette dernière. Quant au juge Florit, il clame son innocence et affirme avoir été blanchi par cette enquête – qui serait donc achevée.

Enquêtes en cascade

Telle semble être la stratégie suivie par l'UE pour étouffer l'affaire : enquêter... Au début novembre, pressée par des députés européens, la toute nouvelle « Haute représentante » du SAE, Federica Mogherini, a annoncé l'ouverture d'une enquête « indépendante » sur les accusations de Bamieh. Deux semaines plus tard, le médiateur de l'UE, Emily O'Reilly, ouvrait sa propre enquête. Entre-temps, les justices kosovare et italienne

¹ Bamieh affirme avoir même reçu des menaces voilées de mort de la part d'EULEX.

auraient décidé d'entamer leurs propres investigations. Rien de mieux pour créer la confusion et noyer le poisson dans les eaux nauséabondes de l'establishment euro-politico-mafieux du Kosovo.

De l'avis de plusieurs observateurs, le Tribunal sur les crimes de l'UCK, décidé par le Conseil de sécurité de l'ONU en juillet dernier, pourrait faire les frais de la profonde crise qui secoue EULEX. En effet, celle-ci a été chargée de mettre en place, hors du Kosovo, ce tribunal, créé sur recommandation d'une autre enquête, portant sur les allégations du rapport du sénateur suisse Dick Marty au Conseil de l'Europe (2010)¹, concernant des trafics d'organes de prisonniers, notamment serbes, pendant ou peu après la « guerre du Kosovo ». Selon Marty, les organisateurs de ce trafic seraient certains des principaux dirigeants politiques actuels de l'entité, dont le Premier ministre sortant, Hashim Thaci.

1 Le rapport est disponible sur le site du Conseil de l'Europe : <http://assembly.coe.int/ASP/APFeaturesManager/defaultArtSiteVoir.asp?ID=964>.

Avec une crédibilité morale et politique aussi entamée, on peut douter qu'EULEX ose affronter les encore nombreux sympathisants et vétérans de l'UCK qui ne manqueraient de se mobiliser si leur chef était mis en accusation. À nouveau, l'impunité devrait être assurée pour les ex-dirigeants de l'UCK, en échange de la prolongation du statut de protectorat attribué à ce petit territoire pseudo-indépendant², gangrené par le crime, la corruption et le nettoyage ethnique. Au grand dam des victimes, majoritairement serbes et non-albanaises, envoyées aux oubliettes de l'histoire au nom d'une illusoire stabilité des Balkans.

Décembre 2014

Georges Berghezan

2 Outre une petite mission de l'ONU, encore active essentiellement dans le Nord, majoritairement serbe, et chargée de réguler les tumultueuses « relations interethniques », rappelons que le territoire est quadrillé par une mission de l'OTAN, la KFOR, forte de 5 000 hommes, responsable de la sécurité et de seconder la police locale et celle d'EULEX en cas de débordement grave sur le plan du maintien de l'ordre.

L'OTAN au Kosovo

Le « voyage pour rompre cinq ans de silence » organisé en 2004 par le Comité Surveillance Otan et d'autres organisations a mis en évidence les conséquences désastreuses de la guerre contre la Yougoslavie menée par l'Otan. Voici un extrait de ses conclusions.

«Voilà plus d'une demi-année que s'est déroulé ce voyage à travers le Kosovo. Depuis, si les incidents graves ont été rares, la situation des minorités ne s'est pas améliorée non plus. Peu de retours de réfugiés ont été enregistrés, de nombreuses maisons reconstruites après leur destruction en mars 2004 ont été à nouvel incendie dès les travaux terminés. Serbes, Roms, Ashkali, Goranci n'osent toujours pas sortir de leurs enclaves pour se mêler à la majorité albanaise..

Les élections générales d'octobre ont été marquées, comme nous le pressentions en août, par un boycott massif des

Serbes. Le chef de clan mafieux de la région de Deçani, Harindjak, est devenu Premier ministre, bien qu'il ne représente pas 10% des électeurs albanais. Accusé de crimes de guerre par Belgrade, il serait inculpé par le Tribunal de La Haye. De nombreux observateurs craignent, s'il se livre ou est extradé, une vague de violences sans précédent visant non seulement les minorités subsistant au Kosovo, mais aussi les autorités internationales...

Le tableau est peu réjouissant. Pour les Albanais aussi, les conditions de vie sont difficiles, dans une société où 70% de la population est sans emploi. La pauvreté



Plusieurs familles sont originaires de ce qui était le plus grand quartier rom (« mahala ») du Kosovo, à Mitrovica. Pillée et incendiée par l'UCK peu après l'arrivée des soldats français de l'OTAN, qui leur avait donné 5 minutes pour partir, la mahala n'est plus qu'un champ de ruines d'un Km de long sur la rive sud de la rivière Ibar à Mitrovica. G.B.

du plus grand nombre – à l'ombre d'une petite classe prospérant grâce à diverses formes de crime organisé – alimente bien sûr les frustrations de la majorité. ...

Dans son dernier rapport l'influent International Crisis Group va même jusqu'à affirmer que l'octroi de l'indépendance est la seule solution pour éviter une explosion envers les minorités. Céder au chantage, tel semble être le principal argument des chantres de l'indépendance du Kosovo. Cette hypothèse irait à contre-

pied de la doctrine officielle de l'ONU, des « standards avant le statut » et récompenserait le nettoyage ethnique des minorités, dont l'essentiel fut accompli – rappelons-le – sous la supervision des forces de l'OTAN... »

Georges Berghezan

Extrait du rapport « Un voyage pour rompre cinq ans de silence » ALERTE OTAN N° 17 – mars 2005

Appel aux lecteurs de ALERTE OTAN ! Abonnez-vous ! Soutenez-nous !

Votre aide financière est notre seul soutien pour continuer à publier et diffuser notre Bulletin trimestriel. Nous comptons sur vous pour apporter votre contribution pour l'année 2015 et nous remercions de tout coeur tous ceux et celles qui l'ont déjà fait.

Versement à effectuer au compte CSOTAN – IBAN BE74 0682 4474 9114

MAILING LISTE ALERTE OTAN

Le Comité Surveillance OTAN anime une liste d'information par e-mail, où sont publiés régulièrement infos et commentaires au sujet de la politique de guerre otanienne.

Pour s'inscrire, il suffit d'envoyer un e-mail vide à l'adresse alerte_otan-subscribe@yahoogroupes.fr

Les partenaires de l'Otan élargie

C'est la saison des anniversaires à l'Otan. A Amman (Jordanie), les 9 et 10 décembre, ont été célébrés les vingt ans du « Dialogue méditerranéen ». Etaient présents le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg et les 28 représentants du Conseil nord-atlantique, avec les ambassadeurs des 7 pays partenaires : Algérie, Egypte, Jordanie, Israël, Maroc, Mauritanie et Tunisie. Il y a trois ans, a rappelé Stoltenberg, « pendant l'opération dirigée par l'Otan pour protéger le peuple libyen, aussi bien la Jordanie que le Maroc ont apporté d'importantes contributions militaires : cela a été possible grâce à des années de coopération militaire entre nos pays ».

Le « Dialogue méditerranéen » prévoit en effet la formation d'officiers des pays partenaires dans les académies militaires Otan, parmi lesquelles le « Defense College » de Rome, et celle de forces spéciales par les « Equipes mobiles d'entraînement » envoyées sur place par l'Otan. A ces activités s'ajoutent celles prévues par les « programmes de coopération individuelle » de l'Otan avec chacun des sept partenaires.

Le plus important est celui avec Israël, ratifié par l'Otan en décembre 2008, trois semaines avant l'opération israélienne « Plomb durci » contre Gaza. Il établit la connexion d'Israël au système électronique Otan, l'augmentation des manoeuvres militaires conjointes et de la coopération dans le secteur des armements, et jusque l'élargissement de la « coopération contre la prolifération nucléaire » (en ignorant qu'Israël, unique puissance nucléaire de la région, refuse de signer le Traité de non-prolifération et a rejeté la proposition ONU d'une conférence pour la dénucléarisation du Moyen-Orient). « Avec la naissance d'Isis (Emirat islamique, EI) et la façon dont se répand la violence et la haine dans toute l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient -a souligné Stoltenberg aux partenaires- cette synergie entre nous est plus que jamais nécessaire ». Et, se référant à la Jordanie, il la définit comme « une île de stabilité dans une mer de turbulence », en faisant des louanges sur « sa contribution à la stabilité de la région et aux opérations conduites avec les pays de l'Otan ».

Louanges méritées : la Jordanie a contribué à créer la « mer de turbulence », en participant d'abord à la guerre Otan qui a démolit l'Etat libyen, puis à la guerre conduite par l'Otan en Syrie de façon secrète. La Jordanie, comme la Turquie, constitue la base avancée de cette opération qui, menée en synergie avec Israël, vise à démolir non pas l'EI (fonctionnel à cette stratégie) mais l'Etat syrien. Par leurs mérites, a annoncé Stoltenberg, les forces armées

jordaniennes vont maintenant faire partie de la « Force de riposte de l'Otan ».

Le vingtième anniversaire du « Dialogue méditerranéen » étant célébré, le secrétaire général de l'Otan et les 28 représentants du Conseil nord-atlantique sont allés à Doha (Qatar) pour célébrer, le 11 décembre, le dixième anniversaire de l' « Initiative de coopération d'Istanbul », le partenariat entre l'Otan et quatre monarchies du Golfe : Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Koweït et Qatar. Stoltenberg a cité « la campagne de Libye comme exemple de la façon dont l'Otan et les partenaires du Golfe peuvent travailler ensemble ». Dans la guerre contre la Libye s'est distingué le Qatar qui, comme l'avait déclaré le chef d'état-major lui-même (*The Guardian*, 26 octobre 2011), avait infiltré en Libye des milliers de commandos aux ordres du Pentagone. Ce même Qatar qui aujourd'hui, comme il résulte aussi d'une enquête du *Financial Times*, dépense des milliards de dollars pour financer et armer les groupes islamistes qui combattent en Syrie, y compris l'EI, soutenu aussi par le Koweït et l'Arabie saoudite. Est-ce un hasard si, à Doha, le secrétaire général de l'Otan n'a jamais nommé l'EI ?

16 décembre 2014

Manlio Dinucci, Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

L'OTAN s'inscrit au programme du « Pivot Asiatique » des Etats -Unis

Dans les faits, l'OTAN a entériné le « Pivot Asiatique américain ». Ceci, et le glissement de la politique du Japon en matière de sécurité, contribue beaucoup à la déstabilisation de la région. Les relations entre les deux Etats nucléaires des Etats Unis et de la Chine courent le danger d'une rivalité alarmante.

La région du Pacifique Asiatique

Cette région est la plus dynamique du monde économiquement. Des membres de l'OTAN sont des puissances du Pacifique comme les USA et le Canada. La France a des ambitions en Nouvelle Calédonie et la Grande Bretagne possède une base militaire à Brunei et une présence navale à Singapour. Tous les cinq Etats nucléaires officiels, dont la Russie, ont des intérêts dans cette région.

Le pivot Asiatique Américain

Le président Obama annonçait le 'Pivot Asiatique' en 2011. Celui-ci est un renforcement d'alliances militaires, stratégiques et navales déjà existantes entre les USA, l'Australie, les Philippines, la Corée du Sud, la Thaïlande et le Japon. D'autres Etats sont aussi impliqués.

Le Japon est au cœur de ce pivot, mais 100,000 soldats américains sont aussi répartis entre le Japon, l'Australie, la Corée du Sud, Guam et Hawaii. De nouvelles bases sont continuellement créées dans cette région. Les USA cherchent à y installer 60% de leur puissance navale.

Les liens de l'OTAN avec l'Asie

L'OTAN entreprend de forger des liens avec les Etats de l'Asie Pacifique grâce à la « coalition des volontaires », la même qui fit la guerre en Afghanistan et l'Iraq. Dès 2012, l'OTAN avait déjà conclu une série d'accords (Partenariats individuels et Programmes de coopération) avec l'Afghanistan, l'Australie, l'Iraq, le Japon, la Mongolie, la Nouvelle Zélande, le Pakistan, les Philippines et la Corée du Sud. Les programmes concernent le secours humanitaire, l'assistance antipirate, la défense anti-cybernétique et balistique, aussi bien que le recueil d'informations, surveillance, entraînement militaire, coopération et intégration, pour harmoniser les politiques, les questions nucléaires, la prévention et la gestion globale.

Le Département d'Etat à la Défense des USA publiait en 2010 un document du Pentagone qui établissait son concept « Joint Operational Access ». Celui-ci devait faciliter la gestion de crises éventuelles dans le Pacifique, en deux phases d'un Plan de Bataille Naval et Aérien (ASB). Le but étant pour les Etats Unis, de bombarder extensivement la Chine, même au risque de la destruction de bon nombre de villes. ASB est un plan de bataille « à fond » pour obtenir rien de moins que la capitulation complète de la Chine.

Conclusion

Ceci signifie que le Japon, affranchi des contraintes de son Article 9, pourrait se retrouver en guerre contre la Chine, et que les Etats Unis seraient alors dans l'obligation de lui porter secours. Les sujets de complication entre la Chine et le Japon ne manquent pas. Leurs relations sont potentiellement plus volatiles que celles qui existaient à l'époque de la Guerre Froide entre les USA et l'URSS.

L'implication de l'OTAN - et ses exercices militaires dans cette région - augmente les tensions. De nouvelles complications se profilent à propos du contrôle de la région de l'Arctique. La doctrine de stratégie nucléaire de première frappe se renforce.

L'OTAN et ses partenaires asiatiques sont de plus en plus impliqués dans la stratégie globale américaine qui cherche à redresser son relatif déclin.

Une zone libre d'armes nucléaires pour la Mer de Chine du Sud

Le protocole du traité de Bangkok pour une zone dénucléarisée dans la Mer de la Chine du Sud n'a pas été signé par les USA, la Grande Bretagne, la Russie ou la France. Ces pays argumentent qu'il faut laisser passage aux sous-marins nucléaires. La Chine pour sa part, bien qu'étant un Etat nucléaire, se montre disposée à signer. Une pression s'exerce sur les pays membres de l'ASEAN

Les guerres de l'OTAN

Avec la chute du mur de Berlin et l'implosion du monde communiste, l'OTAN s'est transformée en une alliance belliqueuse et agressive au service de l'impérialisme anglo-saxon. Le livre « Les guerres de l'OTAN » a pour objectif de décrire ce changement de paradigme et de décrire la nature de la nouvelle OTAN dans le contexte géostratégique et géo-économique actuel.

L'OTAN aurait dû disparaître en 1991, en même temps que le Pacte de Varsovie. Mais les militaires et industriels occidentaux n'ont jamais envisagé sérieusement cette possibilité. Au contraire, l'affaiblissement du communisme fut utilisé par l'occident pour déployer son « soft power », comprenez les mesures politiques et économiques, pour attirer les anciens Etats de la sphère d'influence soviétique dans leur giron. La disparition de son ennemi allait être à l'origine d'une seconde jeunesse de l'Alliance atlantique.

La transformation de l'OTAN

L'absence de menace communiste laisse les stratèges occidentaux sur leur faim et la menace de la « fin de l'Histoire » laisse craindre le complexe militaro-industriel de perdre de précieux contrats et surtout ce bénéfice dont les entreprises, les Etats et toute la société occidentale sont si dépendants.

L'OTAN a alors décidé d'affronter les « nouveaux défis » en se redéfinissant comme organisation internationale ayant pour objectif la défense de la « communauté internationale » afin de défendre les « valeurs démocratiques ». Il s'avèrera par la suite que cette communauté internationale

ne regroupe que les Etats membres de l'Alliance et les alliés des Etats-Unis. Fait est que plus de quarante ans après sa création, l'OTAN s'engage pour la première fois en Bosnie. Elle peut se rassurer : privée d'ennemi elle ne sera pas privée de guerre...

On voit aujourd'hui que la « défense des valeurs démocratiques » se solde par une recrudescence du terrorisme en Afghanistan, en Irak ou encore en Libye. Les belles promesses de développement de la démocratie se sont avérées être de la poudre aux yeux des parlementaires européens et nord-américains dans le but d'obtenir leur consentement pour des missions guerrières ou les nombreuses « bavures » font – bien malheureusement – paraître les crimes des dictateurs destitués comme insignifiants.

La Suisse, l'OTAN et le Kosovo

L'engagement de l'OTAN en ex-Yougoslavie tombait à pic. Et, en 1999, le premier engagement massif de l'OTAN fut le bombardement de la Serbie durant 78 jours. Une guerre menée sans aucune résolution des Nations-Unies. L'OTAN a donc dévoilé son nouveau visage : une alliance militaire internationale au service des intérêts de ses membres qui

Suite P19 →

Suite P17

pour s'impliquer plus qu'auparavant dans les tensions montantes.

Grâce à ses liens avec les organisations asiatiques pour la paix, la CND appuie les campagnes contre la remilitarisation du Japon. Elle appuie les protestations en Corée du Sud contre la construction d'une base navale américaine sur l'Isle de Jeju.

Le mouvement international pour la paix doit être vigilant. Un conflit entre la Chine et les USA, même réduit, peut créer une situation de conflit prolongé avec des conséquences sérieuses pour l'économie mondiale et des décennies de délais pour l'abolition globale de l'arme nucléaire.

Jenny Clegg travaille pour la Campaign for Nuclear Disarmament, CND, Grande Bretagne. Elle est Senior Lecturer pour Etudes Internationales à l'Université du Central Lancashire

Texte intégral en anglais sur le site du CND : www.cnduk.org

ne se tient pas au droit international. C'est la guerre du Kosovo et la discussion que nous avons en Suisse sur l'envoi de notre armée dans des missions internationales qui a réveillé en moi l'intérêt pour l'OTAN et pour la politique de sécurité.

La Suisse en tant qu'Etat neutre est tenue de ne pas participer aux conflits internationaux. La neutralité suisse, telle que reconnue au niveau international en 1815 lors du congrès de Vienne et en 1907 par la signature du traité de La Haye, est définie comme perpétuelle et armée. C'est-à-dire que la neutralité suisse n'est pas limitée aux périodes de conflits, mais est la maxime permanente de la politique étrangère suisse ; et que la Suisse doit être en mesure de défendre son statut d'Etat neutre de manière autonome. La neutralité suisse a longtemps été pratiquée de façon intégrale, c'est-à-dire qu'elle ne se limitait pas à la politique étrangère et militaire mais également à tous les aspects de la politique. La participation à la Société des Nations, puis des Nations-Unies depuis 2002 ainsi que le soutien de sanctions internationales contre des Etats tiers ne sont pas compatibles avec la neutralité intégrale.

Aujourd'hui, la Suisse est juridiquement reconnue comme Etat neutre. Mais en pratique, elle ne l'est plus. L'engagement militaire de la Suisse au Kosovo a mis un terme à sa politique de neutralité.

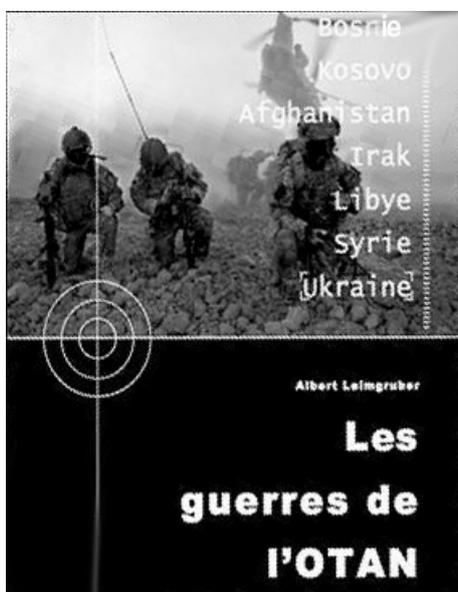
En participant à cette mission de l'OTAN, la Suisse s'est engagée au service de l'OTAN contre un Etat souverain sans que cela n'ait été l'objet de larges discussions au sein de la société suisse.

Mais revenons à l'OTAN. Depuis 1999, l'alliance s'est engagée militairement (directement ou indirectement) en Afghanistan, en Irak, Libye, en Syrie et actuellement en Ukraine. Dans mon livre « Les guerres de l'OTAN » je défends la thèse que l'OTAN est devenue une alliance ayant des visées impérialistes au service du capitalisme anglo-saxon et selon une logique géopolitique basée sur les travaux de Halford J. Mackinder, remis au goût du jour par M. Zbigniew Brzezinski.

Vers une nouvelle guerre froide ?

L'OTAN n'a officiellement toujours pas d'ennemi. Mais inofficiellement, tout le monde qui tente de s'opposer à la domination occidentale devient rapidement l'ennemi

de l'alliance. Ce n'est pas un hasard si Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi qui ont tenté de quitter le système du dollar ont été chassés du pouvoir par l'OTAN. L'OTAN est l'ultime outil qui garantit au dollar sa position de monnaie mondiale. Tout pays qui tente de se libérer du dollar ou de faire de l'ombre au système financier anglo-saxon se retrouvera secoué par des révolutions colorées (soft power) ou face aux tanks de l'OTAN (hard power). Comment expliquer autrement que lorsque la Chine investit massivement en Afrique, l'OTAN et ses membres s'engagent militairement sur ce même continent ? Comment expliquer autrement que, lorsque l'Ukraine refuse un traité d'association qui la livre pieds et poings liés aux capitalistes anglo-saxons du FMI, elle se retrouve en proie à de violents troubles internes qui finissent en guerre civile ?



L'Ukraine est aujourd'hui le théâtre d'affrontement entre l'OTAN et la Russie. Ce pays, divisé entre l'est et l'ouest pourrait avoir la vocation d'un pont entre l'occident et l'orient. Mais tout le déroulement de la crise démontre que l'occident cherche par tous les moyens à faire basculer l'Ukraine à l'ouest afin de repousser la Russie et d'empêcher Moscou de poursuivre des relations normales avec ce pays qui historiquement est le cœur de la culture et la civilisation russe. Le dernier chapitre du livre est d'ailleurs entièrement consacré à la crise ukrainienne.

Ce conflit démontre une fois de plus que pour défendre leurs intérêts économiques et géostratégiques, les pays occidentaux sont prêts à tout, y compris à la guerre. Du coup, la Russie semble avoir retrouvé sa place comme ennemi désigné de l'OTAN. Une boucle semble se refermer, l'Histoire se répéter, la guerre froide recommencer.

En publiant le livre « Les Guerres de l'OTAN », je tente de rendre accessible à un large public les informations sur le rôle de l'alliance atlantique dans le monde actuel. Car celui qui ne dit et ne fait rien se rend complice de la politique néocoloniale anglo-saxonne.

Albert Leimgruber, Directeur de la revue suisse « Voix Libre » et auteur du livre « Les Guerres de l'Otan »

8.12.2014

Guerre et paix... et Ecologie

Les risques de militarisation durable



La militarisation du monde est la cause principale de la détérioration de nos environnements, sur terre, en mer et dans l'espace. Notre planète, qui mérite des soins intensifs, est de plus en plus abîmée par ceux-là mêmes qui s'en font les défenseurs auto-proclamés : les forces armées.

Limiter les dégâts des armes de tout calibre. Contrer la démesure, dans la répartition internationale de la menace de mort du complexe militaro-industriel, un complexe qui détourne nos ressources vitales, accapare nos territoires et militarise nos esprits. Intégrer le mot d'ordre de « Halte à la Croissance » dans le domaine de l'armement, à une époque où les écosystèmes sont victimes de reconfigurations stratégiques sur fond de dérèglement et manipulation climatiques. Concevoir la sécurité écologique en neutralisant la nocivité des préparatifs de guerre en temps de paix. Tout cela dépendra de la façon dont agiront en tandem écologistes et pacifistes, sans chercher à savoir qui est le mieux placé ou le mieux armé pour « sauver » la planète.

Ben Cramer

Penser l'écologie, c'est mieux évaluer jusqu'à quel point la crise écologique - y compris l'urgence climatique - est liée au déficit des exigences de paix.

Ont contribué à la réalisation de ce numéro

Albert Leimgruber (livre) • Ben Cramer (livre) • Brice Poirier (RésistanceS) • Claudine Pôlet • Cnapd • Diana Johnstone • Georges Berghezan • Jenny Clegg (CND Gde Bretagne) • Lore Vandeveld (montage) • Macha Piérart • Manlio Dinucci • Marcel Poznanski • Marie-Ange Patrizio • Mary Lynam • Patricia Villalon • René Andersen (photo) • Sam Biesemans